



PRÉFET DES LANDES

*Liberté
Égalité
Fraternité*

*Direction régionale de l'environnement, de
l'aménagement et du logement de Nouvelle-
Aquitaine*

Mont-de-Marsan, le 17 janvier 2025

*Unité bi-départementale des Landes et
des Pyrénées-Atlantiques*

Rapport de l'Inspection
des Installations Classées

Nos réf. Maarch : DREAL-NA/2025D/349
N° AIOT : 0005201479
Affaire suivie par : Eric Lamboi
eric.lamboi@developpement-durable.gouv.fr
Tél. : 05 59 05 76 20

SOLEAL BONDUELLE SAS

239 route de Castantdet
40270 BORDERES-et-LAMENSANS

Objet : Instruction du dossier de réexamen IED (BREF FDM) de mars 2024

PJ : Projet d'arrêté préfectoral complémentaire (APC)

1. – OBJET DU RAPPORT

Par arrêté préfectoral du 22/11/2005, la société SOLEAL SAS est autorisée à exploiter des installations de mise en conserves de légumes comprenant une installation classée sous la rubrique 3642.

SOLEAL-Bonduelle exploite depuis 1990 une unité de fabrication de produits alimentaires sur le territoire de la commune de Bordères-et-Lamensans (40). L'établissement est spécialisé dans la production de conserves de maïs doux, de haricots verts et de pois, avec une capacité de production de 2 440 t/j.

Ces installations sont soumises aux dispositions de la section 8 du chapitre V du titre Ier du livre V du Code de l'Environnement relative à la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite « IED » (Industrial Emissions Directive). En particulier, les articles R. 515-70 et suivants du code de l'environnement précisent les modalités de réexamen et l'article R. 515-72 précise le contenu du dossier de réexamen.

L'objet du dossier de réexamen est de définir les mesures techniques et réglementaires qui permettront à l'établissement d'être conforme aux exigences de la directive IED à échéance du délai de réexamen, soit 4 ans après la parution au Journal Officiel de l'Union Européenne des conclusions sur les meilleures techniques disponibles associées à la rubrique principale.

Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles associées au BREF FDM étant parues au Journal Officiel de l'Union Européenne en décembre 2019, l'établissement devait remettre son dossier de réexamen au plus tard en décembre 2020 et ce, en application de l'article R. 515-71 du code de l'environnement. L'autorisation d'exploiter et les conditions d'exploitation de l'établissement devront en conséquence être conformes aux exigences de la directive IED avant décembre 2024.

Toutefois, ce dossier de réexamen a été remis le 12 mars 2024. Le présent rapport expose l'examen de ce dossier par l'inspection des installations classées et propose les suites à lui donner.

2. – PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT

2.1. – Description de l'établissement

La société SOLEAL-Bonduelle SAS a été autorisée à exploiter des installations de mise en conserves de légumes comprenant une installation classée sous la rubrique 3642, sur la commune de Bordères-et-Lamensans (40).

Les activités du site relèvent de la rubrique principale IED suivante au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

- 3642-2 : Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires... issus de matières premières animales et végétales

2.2. – Situation administrative de l'établissement

L'exploitation de l'établissement est réglementée par l'arrêté ministériel du 27/02/2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les activités IED sont actuellement réglementées comme suit :

Rubrique	Libellé de la rubrique	Quantité maximale autorisée	Régime ⁽¹⁾
3642.2.a	Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus uniquement de matières premières végétales	Capacité de production de : 2 440 t/j	A (*)

(1) A (Autorisation)

L'établissement est visé par la directive IED pour son activité relative à la rubrique 3642. En conséquence, il est visé par les conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles et le document BREFs (Best Reference Documents) sectoriel suivant : BREF FDM (BREF principal).

3. – PRÉSENTATION DU DOSSIER DE RÉEXAMEN ET DU RAPPORT DE BASE

3.1. – Organisation du dossier de réexamen

Le dossier de réexamen est divisé en plusieurs parties :

- la définition du périmètre IED et la liste des BREF pris en compte ;
- l'avis de l'exploitant sur la nécessité de revoir les conditions d'autorisation au regard des 3 situations suivantes : pollution, sécurité d'exploitation, respect d'une norme de qualité environnementale ;
- le positionnement par rapport aux MTD.

Les éléments d'informations intéressants sont présentés dans plusieurs tableaux synthétisant la conformité aux MTD / NEA-MTD.

Le périmètre IED concerne toutes les installations et également la station de traitement des eaux et bassins de stockage associés.

Le périmètre proposé par l'exploitant est pertinent et semble exhaustif et les installations concernées sont représentées sur le plan suivant :

Figure 19 : Périmètre IED du site considéré



3.2. – Rapport de base

Conformément à l'article R.515-81 code de l'environnement, le dossier de réexamen transmis par l'exploitant le 12 mars 2024 est accompagné d'un rapport de base. Il est examiné au point 5 ci-après.

3.3 – Demande de dérogation

Le dossier de réexamen transmis par l'exploitant ne comporte pas de demande de dérogation au sens de l'article R. 515-68 du Code de l'Environnement.

4 – INSTRUCTION DU DOSSIER DE RÉEXAMEN ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION

4.1. – Complétude du dossier de réexamen

Conformément aux dispositions de l'article R.515-72 du code de l'environnement, il est attendu dans le dossier de réexamen :

- des éléments d'actualisation du dossier de demande d'autorisation portant sur les meilleures techniques disponibles, prévus au 1° du I de l'article R.515-59, accompagnés, le cas échéant, de l'évaluation prévue au I de l'article R.515-68 ;
- l'avis de l'exploitant sur la nécessité d'actualiser les prescriptions en application du III de l'article R.515-70 ;
- à la demande du préfet, toute autre information nécessaire aux fins du réexamen de l'autorisation, notamment les résultats de la surveillance des émissions et d'autres données permettant une comparaison du fonctionnement de l'installation avec les meilleures techniques disponibles décrites dans les conclusions sur les meilleures techniques disponibles applicables et les niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles.

Conformément aux dispositions de l'article R.515-73 du Code de l'Environnement, « *le réexamen tient compte de toutes les nouvelles conclusions sur les meilleures techniques disponibles ou de toute mise à jour de celles-ci applicables à l'installation, depuis que l'autorisation a été délivrée ou réexaminée pour la dernière fois.* »

Dossier complet

Le dossier de réexamen transmis comporte l'ensemble des éléments prévus à l'article R. 515-72 du Code de l'Environnement. Il ne comporte pas de demande de dérogation au sens de l'article R. 515-68 du Code de l'Environnement.

4.2. – Analyse des performances de l'installation en comparaison aux MTD

4.2.1. – Rejets atmosphériques

Les rejets atmosphériques du site sont générés par deux chaudières gaz présentes sur site. Les chaudières gaz ne sont pas concernées directement par le présent réexamen IED.

Ainsi, aucune modification de l'arrêté préfectoral n'est prévue sur les rejets atmosphériques.

Les articles 22.4 de l'AP de 2005 imposent une autosurveillance pour les rejets canalisés d'au moins tous les 3 ans pour les paramètres débit, poussières, teneur en SO₂ et NO_x.

Les MTD ne sont pas applicables du fait qu'aucune unité de séchage ou de fumage n'est nécessaire au procédé de conserverie développé par l'établissement de Bordères-et-Lamensans.

4.2.2. – Effluents liquides

D'une manière générale, la gestion de l'eau à l'échelle du site s'organise de la manière suivante :

- les eaux propres (eaux pluviales de toiture) sont dirigées vers une lagune non étanche de 40 000 m³. Ce bassin dispose d'un trop plein dont l'exutoire est le Ruisseau de Pilate (en bordure Ouest du site). L'exutoire final du ruisseau correspond à l'Adour (traversée de la RD824) ;
- les eaux pluviales de voiries sont quant à elles pré-traitées par séparateurs d'hydrocarbures (1 SHC par bassin versant du site, soit un séparateur au Nord et un autre séparateur au Sud du site). Ces eaux sont ensuite dirigées vers la lagune non étanche ;
- les jus d'ensilage (liés au traitement du maïs), plus spécifiquement des jus de la presse qui ont un circuit spécifique. Ces jus sont stockés dans un bassin dédié de 18 000 m³ (production annuelle de 20 800 m³) au niveau de la station d'épuration interne au site.

Une convention de traitement a été établie depuis 2022 entre SOLEAL et le méthaniseur local exploité par METHALABORDE. Ainsi, 7 000 m³ de jus d'ensilage sont dirigés vers ce méthaniseur depuis 2023.

- les autres effluents issus du process (lavage, refroidissement...), représentant une production journalière de 2 900 m³/jour sont envoyés à la station d'épuration du site pour y être traités.

La station d'épuration présente sur le site est de type boues activées (par lagunage aéré). Un clarificateur est également présent en fin de processus d'épuration.

Les eaux ainsi épurées sont ensuite dirigées vers l'Adour ou mises à disposition des agriculteurs locaux pour l'irrigation de leur culture (fertirrigation).

Les boues obtenues sont quant à elles déshydratées sur site avant d'être évacuées par un prestataire extérieur de valorisation de déchets.

Concernant les effluents industriels résiduels de process, il est proposé d'adapter les fréquences et les VLE des paramètres suivis par rapport aux prescriptions de l'AP de 2005, selon les modalités suivantes :

- DCCO : Actuellement, l'AP de 2005 prévoit une surveillance journalière et une VLE de 120 mg/l pour un flux journalier rejeté entre 0 à 420 kg selon le débit de l'Adour. L'AMPG FDM prévoit une périodicité journalière pour le secteur des fruits et légumes, la VLE est de 120 mg/l ;

→ Pas d'adaptation à faire.

- Azote global (total) : Actuellement, l'AP de 2005 prévoit une surveillance hebdomadaire et une VLE à 25 mg/l.

L'AMPG FDM retient la VLE à 30 mg/l dès lors que le rendement épuratoire est supérieur à 80 % et retient une périodicité d'analyse journalière ;

→ La VLE ne change pas mais la fréquence passe d'hebdomadaire à journalier.

- Phosphore total : Actuellement, l'AP de 2005 prévoit une surveillance journalière et une VLE de 15 mg/l.

L'AMPG FDM retient une VLE de 2 mg/l du fait que le rendement épuratoire de la STEP interne est inférieur à 90 % et retient une périodicité d'analyse journalière.

→ La VLE est abaissée à 2 mg/l et la fréquence reste identique.

- MES : Actuellement, l'AP de 2005 prévoit une surveillance hebdomadaire et une VLE de 30 mg/l. L'AMPG FDM prévoit une VLE de 35 mg/l du fait que le rendement épuratoire de la STEP interne doit être inférieur à 90 % et retient une périodicité d'analyse journalière ;

→ La VLE ne change pas mais la fréquence passe d'hebdomadaire à journalier.

- DBO₅ : Actuellement, l'AP de 2005 prévoit une surveillance mensuelle et une VLE de 30 mg/l. L'APMG FDM impose une fréquence également mensuelle et une VLE de 100 mg/l ;

→ Pas d'adaptation à faire

- Chlorures : ce paramètre n'est actuellement pas réglementé ; il convient de l'intégrer dans le programme de surveillance de l'exploitant – périodicité : mensuelle selon l'AMPG FDM.

L'exploitant propose de maintenir les concentrations en polluant réglementées par l'arrêté préfectoral du 22/11/2005 dont les valeurs sont plus restrictives, à l'exception du phosphore total pour lequel la valeur du NEA-MTD sera retenue (2 mg/l). Les fréquences de surveillance de l'Azote et des MES passent d'hebdomadaire à journalier. Le paramètre chlorure est rajoutée au programme de surveillance des rejets aqueux du site.

Le tableau suivant présente les VLE des arrêtés ministériel et préfectoral, du BREF FDM et les valeurs retenues par le site.

Tableau 25 : Valeurs Limites de rejets

Paramètres	AM 02/02/1998	NEA-MTD	AP 22/11/2005	Rejet actuel (2021)		Valeur Retenue par l'Exploitant
Débit naturel du cours d'eau	/	/	/	/		/
Débit maximal	Selon installation	/	4500 m ³ /j	2500 m ³ /j		/
Polluants	Conc (mg/l)	Conc (mg/l)	Conc (mg/l)	Conc (mg/l)	Flux(kg/l)	Conc (mg/l)
DBO ₅	100 mg/lg si flux < 30 Kg/j, 30 mg/l au-delà	100	30	4	3	30
Ptot	10 mg/l si flux > 15 kg/j	2	15	13,6	10	2
MES	100 mg/lg si flux < 30 Kg/j, 35 mg/l au-delà	35	30	20,5	15	30
NGL	30 mg/l si flux > 50 kg/j	30	25	16,5	12	25
DCO	300 mg/lg si flux < 100 Kg/j, 125 mg/l au-delà	120	120	60	45	120

Les niveaux de rejets en sortie de STEP interne présentés sur une moyenne mensuelle pour les années 2019 à 2021 tendent à montrer que les NEA-MTD sont en général respectées et conformes en majeure partie pour les émissions de la période scrutée dans le dossier de réexamen IED.

Les rejets présentés ci-dessus sont sur une moyenne annuelle, alors que les fréquences d'analyse de surveillance des rejets aqueux sont en majeure partie journalière, mensuelle ou soit en continu, sachant qu'aucun rejet n'est effectué entre décembre et mars. Par conséquent, l'analyse de la conformité des rejets du site aux VLE mentionnées dans l'AMPG FDM n'est pas concluante à ce stade. Toutefois, une attention particulière sera portée au résultat obtenu pour le paramètre phosphore lors de la prochaine campagne de manière à valider le fait que la mise en œuvre du traitement tertiaire à base chlorure ferrique permet effectivement de s'affranchir des dépassements de la NEA-MTD applicable.

À noter que des essais de déphosphatation au chlorure ferrique (FeCl_3) ont été mis en œuvre lors de la campagne de 2023. Le suivi de la qualité des rejets a permis de mettre en évidence des concentrations en phosphore total inférieures à 2 mg/l, soit en dessous de la valeur cible de la NEA-MTD. Ainsi, l'installation de traitement tertiaire sera mise en œuvre dès le début de la période d'exploitation de 2024.

Dans le Porter à connaissance du 17/07/2023, l'exploitant a présenté dans le dossier un tableau de proposition de nouvelles valeurs limites de rejets (flux et concentrations maximaux). Cette proposition inclut les VLE issues de la réglementation IED et de l'AP du 22/11/2005, ainsi que les flux complémentaires admissibles définis dans l'étude d'acceptabilité réalisée par TAUW en 2022. Cette proposition de VLE garantit pour toutes les plages de débits de l'Adour le respect des objectifs du SDAGE 2022-2027 tout en permettant des volumes de rejet quotidiens en adéquation avec l'activité du site.

Débit de l'Adour (m³/s)	DCOeb (*)		DBO5eb (*)		MES		NGL		PT	
	mg/l	kg/j	mg/l	kg/j	mg/l	kg/j	mg/l	kg/j	mg/l	kg/j
Q < 2	Pas de rejet									
2 < Q < 4	120	222	30	26	30	105	25	88	2	2,48
4 < Q < 5	120	420	30	53	30	105	25	88	2	5
5 < Q < 6,5	120	420	30	66	30	105	25	88	2	6,2
6,5 < Q < 9	120	420	30	86	30	105	25	88	2	7
9 < Q < 11	120	420	30	105	30	105	25	88	2	7
11 < Q < 13	120	420	30	105	30	105	25	88	2	7
13 < Q	120	420	30	105	30	105	25	88	2	7

L'exploitant dispose d'une instruction écrite pour contrôler le débit de l'Adour. Cette instruction écrite prévoit une consultation chaque jour des données enregistrées en amont du site au point de mesure « Adour+canal » de Aire-sur-l'Adour via le site : <https://www.hydrometrie.fr/etiage/GAD/>.

Les informations de débit sont croisées avec les concentrations mesurées en sortie de station d'épuration afin d'identifier quelle est la limite de volume journalier pouvant être rejeté pour le paramètre le plus défavorable suivant les valeurs limites définies à l'article 14.1.1 de l'arrêté préfectoral du 11/11/2005.

4.2.3. - Prescriptions spécifiques applicables à l'installation IED au regard des conclusions sur les MTD

L'exploitant s'engage à respecter l'ensemble des MTD spécifiques pour décembre 2024.

L'exploitant met en œuvre, au plus tard pour décembre 2024, les meilleures techniques disponibles applicables à son installation au regard des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour le BREF FDM.

Les éléments détaillés ci-dessous concernent les points de certaines MTD non applicables à l'établissement et/ou celles pour lesquelles l'inspection propose des prescriptions complémentaires car l'analyse de l'exploitant s'avère insuffisante.

L'analyse ci-dessous est menée pour le BREF principal FDM :

Libellé de la MTD	Situation du site	Justification de non applicabilité / positionnement de l'inspection
BREF FDM		
MTD 4 / 12 – Surveillance dans l'eau	Conforme (suivi mensuel des chlorures à intégrer + calage sur les NEA-MTD et amélioration des rejets)	Cf. point 4.2.2 du présent rapport
MTD 5 – Surveillance dans l'air	Non applicable : domaine fruit et légume non concerné par cette MTD : aucune unité de séchage, de fumage n'est nécessaire au procédé de conserverie développé par BELL	Présence de deux chaudières fonctionnant au gaz naturel (11MW et 5,264 MW) permettant d'assurer la production de vapeur nécessaire au process art. 22.4.3 de l'AP de 2005 : mesures tous les 3 ans des paramètres poussières, SO ₂ et NO _x .
MTD 13 / 14 - Bruits	Le site n'est pas à proximité de zones sensibles. Il est bordé de zones agricoles, d'habitations isolées, de l'avenue de l'Océan (D824) et de la route de Castandet (D55). En 2014, un arrêté a été produit pour des mesures de réduction des émissions sonores. Puis en 2016, APMD suite à une plainte ARSBB pour bruits puis de nouveau en 2019 pour une plainte de voisinage. D'après les campagnes de mesures acoustiques entre 2020 et 2022, les points B1 à B4 sont toujours non-conformes pour les niveaux sonores en limite de propriété en période nocturne, au regard des seuils de l'AP de 2005, mais conforme à l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997.	Depuis 2012, l'exploitant a mis en place un programme d'investissement pour réduire les émissions sonores de l'usine. Également, depuis 2020, une surveillance annuelle des nuisances sonores de jour et de nuit est faite par campagne en limites de propriété et en ZER.
MTD 15 - Odeurs	Identification de la source émettrice d'odeurs = bassin de stockage des jus d'ensilage situé au niveau de la station. Odeurs fonction de la température extérieure Une petite partie de ce jus d'ensilage est traitée	La mise en place de ce process de neutralisation pourra être vérifiée lors d'une prochaine inspection

Libellé de la MTD	Situation du site	Justification de non applicabilité / positionnement de l'inspection
	vers une unité de méthanisation externe afin de limiter le niveau dans le bassin de jus et de limiter la dispersion d'odeurs depuis ce stockage jus Mise en œuvre d'une installation de neutralisation des odeurs par émissions dans l'air d'un produit neutralisant adapté.	
MTD 27 / 7.1 AM 27/02/2020– Efficacité énergétique	Avant que les fruits et légumes n'entrent dans le tunnel de congélation, leur température est abaissée à environ 4 °C par un contact direct ou indirect avec de l'eau froide ou de l'air de refroidissement. L'eau peut être éliminée de la denrée alimentaire puis recueillie en vue de sa réutilisation dans le procédé de refroidissement.	La salle des machines n° 3 mise en service en 2021, a permis de produire de l'eau glacée (environ 4 °C) mise en œuvre entre autres avant le tunnel de surgélation pour refroidir les légumes. (voir justification MTD 6)
MTD 27 / 7.2 AM 27/02/2020 - Consommation d'eau et rejet des effluents aqueux	Les techniques générales destinées à réduire la consommation d'eau et le volume des rejets d'effluents aqueux sont indiquées à la section 1.4 (MTD 7) des présentes conclusions sur les MTD.	Actuellement, le site rejette en moyenne 285 000 m ³ d'effluent traité pour une production de 50 000 Tonnes de Produit Fini (TPF) soit un ratio de 5,6 m ³ /TPF
MTD 16 à 37 sauf le MTD 27	Non concerné : les MTD ne s'appliquent pas à l'activité de fruit et légumes	OK

4.5. – Demande de dérogation

Le dossier de réexamen transmis par l'exploitant ne comporte pas de demande de dérogation au sens de l'article R.515-68 du Code de l'Environnement.

4.6. – Consultation du public

En application du I de l'article L. 515-29 du code de l'environnement, le dossier de réexamen ne doit pas être soumis à consultation du public, car il ne remplit aucune des deux conditions suivantes :

- en raison de la demande de dérogation permettant de fixer des valeurs limites d'émission qui excèdent les niveaux d'émission associés aux conclusions sur les meilleures techniques disponibles formulée par l'exploitant ;
- car le réexamen a été réalisé à l'initiative de l'autorité administrative en raison d'une pollution causée par l'installation telle qu'il convient de réviser les valeurs limites d'émission indiquées dans l'autorisation ou d'inclure de nouvelles valeurs limites d'émission.

5 – INSTRUCTION DU RAPPORT DE BASE ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION

L'article L. 515-30 du Code de l'Environnement prévoit que « l'état du site d'implantation de l'installation est décrit, avant sa mise en service ou, pour les installations existantes, lors du premier réexamen conduit en application de l'article L. 515-28 après le 7 janvier 2013, dans un rapport de base établi par l'exploitant dans les cas et selon le contenu minimum prévu par le décret mentionné à l'article L. 515-31 ».

Par ailleurs, le 3^e alinéa du paragraphe I de l'article R. 515-59 du code de l'environnement définit deux conditions qui, lorsqu'elles sont réunies, conduisent à l'obligation pour l'exploitant de soumettre un rapport de base. Un rapport de base est dû lorsque l'activité implique :

- l'utilisation, la production ou le rejet de substances dangereuses pertinentes ;
- un risque de contamination du sol et des eaux souterraines sur le site de l'exploitation.

Enfin, le guide méthodologique pour l'élaboration du rapport de base prévu par la Directive IED (version 2.2 d'octobre 2014) précise que l'exploitant doit, après étude de ces 2 critères :

- soit élaborer le rapport de base selon la méthodologie proposée ;
- soit justifier du fait que l'installation IED n'est pas redevable d'un rapport de base, en démontrant la non éligibilité aux critères explicités dans la suite du présent chapitre. L'exploitant expose alors son analyse dans un mémoire justificatif qu'il transmet à l'inspection des installations classées.

5.1. COMPLÉTUDE

Compte tenu des produits, substances utilisés / des activités exercées, l'exploitant a transmis un rapport de base en bonne et due forme datant de mars 2024.

L'article R. 515-59 du code de l'environnement précise que le rapport de base doit contenir « les informations nécessaires pour comparer l'état de pollution du sol et des eaux souterraines avec l'état du site d'exploitation lors de la mise à l'arrêt définitif de l'installation.

Il doit comprendre au minimum :

- a) Des informations relatives à l'utilisation actuelle et, si elles existent, aux utilisations précédentes du site ;
- b) Les informations disponibles sur les mesures de pollution du sol et des eaux souterraines à l'époque de l'établissement du rapport ou, à défaut, de nouvelles mesures de cette pollution eu égard à l'éventualité d'une telle pollution par les substances ou mélanges » mentionnés à l'article 3 du règlement CLP.

Le guide méthodologique pour l'élaboration du rapport de base prévu par la Directive IED (version 2.2 d'octobre 2014) précise que le rapport de base doit comprendre les chapitres suivants :

Chapitre 1 : description du site et de son environnement et évaluation des enjeux

Chapitre 2 : recherche, compilation et évaluation des données disponibles

Chapitre 5 : interprétation des résultats et discussion des incertitudes

Il doit également comprendre, lorsque les données disponibles ne permettent pas de disposer d'une connaissance suffisante de l'état de pollution des sols et des eaux souterraines, les chapitres suivants :

Chapitre 3 : définition du programme et des modalités d'investigations

Chapitre 4 : réalisation du programme d'investigations et d'analyses différées au laboratoire

5.2. ANALYSE DU RAPPORT DE BASE

L'exploitant a transmis un rapport de base en mars 2024.

Le programme de surveillance du rapport de base a été le suivant :

- 4 zones ont été investiguées et correspondent à : la cuve de stockage carburant, le stockage de produits utilisés dans le procédé de fabrication (nettoyage des machines), l'aire de stockage des déchets, l'aire correspondant à la cuve de soude et la machinerie, bassin de récupération des eaux pluviales et séparateur d'hydrocarbures et zone parking, lagunes et station d'épuration ;

- 11 sondages de sol au total dont 4 sondages d'une profondeur d'1 m, 3 sondages d'une profondeur de 3 m et 4 sondages d'une profondeur de 4 m ;

- 3 prélèvements d'eaux souterraines au droit des piézomètres Pamont (Pz2), Paval (Pz3) et au forage F1 (forage principal).

Sur l'ensemble de ces prélèvements, les composés traceurs de l'activité IED ont été recherchés et ont concerné les paramètres suivants :

Tableau 4.2 : Récapitulatif des substances recherchées dans la matrice « sol »

Localisation	Echantillons et profondeur de prélèvement (m)	Programme analytique
Cuve de carburant	S1 (0,5-1)	8 éléments traces métalliques (As, Cd, Cr, Cu, Ni, Pb, Zn), HAP, HCT/HCV C5-C40, BTEX
	S1 (1-2)	Stockage au laboratoire
	S1 (2-3)	8 éléments traces métalliques (As, Cd, Cr, Cu, Ni, Pb, Zn), HAP, HCT/HCV C5-C40, BTEX
	S2 (0,15-1)	8 éléments traces métalliques (As, Cd, Cr, Cu, Ni, Pb, Zn), HAP, HCT/HCV C5-C40, BTEX
	S2 (1-2)	Stockage au laboratoire
	S2 (2-3)	8 éléments traces métalliques (As, Cd, Cr, Cu, Ni, Pb, Zn), HAP, HCT/HCV C5-C40, BTEX
	S3 (0,5-1)	8 éléments traces métalliques (As, Cd, Cr, Cu, Ni, Pb, Zn), HAP, HCT/HCV C5-C40, BTEX
Aire de stockage déchets	S4 (0,5-1)	Substances « traceurs »
	S5 (0,5-1)	
Aire cuve de soude et machinerie	S6 (0,5-1)	Substances « traceurs »
Bassin de récupération des eaux pluviales et séparateur hydrocarbures et zone parking	S7 (0,1-1)	8 éléments traces métalliques, BTEX, COHV, HAP, HCT, HCV
	S7 (1,5-2)	Stockage au laboratoire
	S7 (2-3)	8 éléments traces métalliques, BTEX, COHV, HAP, HCT, HCV
Lagunes et station d'épuration	S8 (0,1-1)	Substances « traceurs »
	S8 (1-2)	Stockage au laboratoire
	S8 (2-3)	Stockage au laboratoire
	S8 (3-4)	Stockage au laboratoire
	S9 (0,1-1)	Substances « traceurs »
	S9 (1-2)	Stockage au laboratoire
	S9 (2-3)	Stockage au laboratoire
	S9 (3-4)	Stockage au laboratoire
	S10 (0,1-1)	Substances « traceurs »
	S10 (1-2)	Stockage au laboratoire
	S10 (2-3)	Stockage au laboratoire
	S10 (3-4)	Stockage au laboratoire
	S11 (0,1-1)	Substances « traceurs »

* L'ensemble des substances « traceurs » à rechercher issue des produits utilisés sur le site :

- 8 éléments traces métalliques (As, Cd, Cr, Cu, Ni, Pb, Zn)
- Azote global ($\text{NO}_2 + \text{NO}_3 + \text{NTK}$)
- BTEX étendus (y.c. cumène)
- Chlorure (Cl⁻)
- Fer (Fe)
- Glycols (10)
- Orthophosphates (PO_4^{3-})
- pH H₂O
- Phosphore (P)
- Sodium (Na)
- Potassium (K)
- Bromures (Br)
- Solvants polaires (11)
- Sulfate (SO_4^{2-})
- HAP, HCT/HCV C₅-C₄₀
- BTEX
- COHV

Les résultats d'analyses sur les sols, les eaux souterraines ont permis de mettre en évidence :

a) – Les résultats d'analyses sur les sols du site mettent en évidence des concentrations homogènes par rapport aux valeurs de référence à l'exception des éléments suivants :

- de faibles concentrations en éléments traces métalliques comprises entre les limites de quantification du laboratoire et les valeurs de références retenues, hormis pour le cuivre au droit de la zone de stockage de déchet (anomalie faible, non significative d'une pollution importante) ;
- des anomalies légères à modérées en hydrocarbures totaux C10-c40 avec des concentrations comprises entre 234 et 1 360 mg/kg au droit des sondages S5 (zone de stockage des déchets) et S6 (zone de cuve de soude), dans les horizons superficiels. Au droit du sondage S5, la teneur anormale en HCT peut être due aux activités de stockage de déchets. Les autres échantillons présentent des teneurs faibles, inférieures à 110 mg/kg ;
- la présence à l'état de traces sur plusieurs échantillons de HAP ;
- la présence à l'état de traces sur un seul échantillon d'Hydrocarbures volatils C5-C10 ;
- des concentrations inférieures à la limite de quantification du laboratoire pour les autres composés analysés (BTEX, COHV, glycols et autres paramètres).

Globalement, les résultats mettent en évidence l'absence d'impact dans les sols au droit des zones identifiées. Toutefois, les anomalies observées sur l'échantillon S5 (0,5-1), au niveau de la zone de stockage de déchets, reste non significative d'une pollution importante. Elles peuvent être associées à cette activité de stockage de déchets.

b) - Les résultats d'analyses sur les eaux souterraines mettent en évidence :

- un pH proche de la neutralité sur les trois échantillons analysés en laboratoire compris entre 7,1 et 7,7 ;
- du phosphore pour les trois ouvrages avec des concentrations comprises entre 0,052 et 5,59 µg/L. Ces concentrations sont globalement équivalentes à celle identifiée lors du suivi mensuel.
- du potassium pour les pour les trois ouvrages avec des concentrations comprises entre 2,69 et 88,1 µg/L ;
- du sodium pour les pour les trois ouvrages avec des concentrations comprises entre 20,4 et 69,8 µg/L ;
- des teneurs en fer au droit des pour les trois ouvrages avec des concentrations comprises entre 0,02 et ,79 µg/L ;
- des teneurs en potassium au droit des trois ouvrages, avec des teneurs comprises entre 2,69 et 88,1 µg/l ;
- la quantification de nitrates, chlorures, bromure et sulfates au droit des trois ouvrages ;

- un impact en nitrites est quantifié au droit de Paval avec une teneur de 2,76 µg/l, supérieure au seuil de potabilité des eaux défini dans l'annexe I de l'arrêté du 30/12/2022, alors que ce composé n'est pas quantifié en amont de la zone lagune ;
- l'azote Kjeldahl est quantifié uniquement au droit de Paval ;
- il est constaté pour le potassium, le phosphore, le sodium, les chlorures, l'azote global et les bromures, les concentrations relevées en aval de la zone des lagunes sont 2 à 80 fois supérieures à celles relevées en amont ;
- des teneurs à l'état de traces pour les hydrocarbures totaux (fraction C10-C40) sur l'échantillon Paval (concentration de 0,022 µg/l) ;
- des concentrations inférieures à la limite de quantification du laboratoire pour les autres composés recherchés (BETX, COHV, Solvants polaires, glycols, hydrocarbures volatils C5-C10, éléments traces métalliques).

Au droit de la zone des lagunes, les résultats d'analyses sur les eaux souterraines montrent un impact en nitrites en aval ainsi que des concentrations plus élevées en aval par rapport à l'amont pour le potassium, le phosphore, le sodium, les chlorures, l'azote Kjeldahl, phosphates et bromures (multiplication des concentrations entre 2 et 20).

Au droit de l'unité de production, les eaux de la nappe superficielles ne sont pas impactées.

L'activité du site industriel semble avoir engendré une légère détérioration de la qualité de la nappe, sur les critères de la conductivité et des nitrites, au droit de la zone des lagunes uniquement.

Le rapport de base propose les recommandations suivantes à l'issue des investigations suscitées sur les sols :

- la poursuite de la surveillance de la qualité des eaux souterraines et de rejet en suivant les paramètres standards repris dans l'arrêté préfectoral ;

En conclusion, l'inspection propose d'imposer par voie d'APC joint :

- que tout changement de substances entreposées, manipulées et utilisées fasse l'objet d'un porter à connaissance et d'une analyse complémentaire afin d'évaluer la nécessité ou non de procéder à des investigations environnementales ;
- que l'exploitant procède à des contrôles périodiques de l'étanchéité des sols et des zones où sont entreposées et manipulées lesdites substances ;
- que l'exploitant respecte le nouveau tableau des valeurs limites de rejet (flux et concentrations maximaux).

6 - CONFORMITÉ AUX ARTICLES R.515.60 ET 61 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

Conformément aux dispositions des articles R.515-60 et suivants du Code de l'Environnement, l'arrêté d'autorisation doit prévoir un certain nombre de disposition, à savoir, dont notamment ;

- rubrique principale IED
- conclusions sur les meilleures techniques disponibles associées à la rubrique principale
- conditions de cessation d'activité

- moyens nécessaires à l'entretien et la surveillance des mesures garantissant la protection du sol et des eaux souterraines
- périodicité de transmission des résultats d'autosurveillance
- prescriptions concernant la surveillance périodique du sol et des eaux souterraines si nécessaire en fonction de l'utilisation, la production ou le rejet de substances dangereuses pertinentes, et des risques de contamination.

Ces éléments doivent être mis en œuvre au travers de l'arrêté complémentaire joint ; il intègre les conclusions de l'examen du rapport de base évoqué ci-dessus.

7 – SUITES ADMINISTRATIVES ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION

Au vu des éléments détaillés dans le présent rapport, une actualisation des conditions d'autorisation de l'installation est requise pour acter plusieurs dispositions liées au réexamen IED.

En outre, le projet d'arrêté préfectoral complémentaire (APC) joint prévoit :

- de prendre en compte des dispositions prévues par l'article R.515-60 du code de l'environnement notamment l'entretien et surveillance des mesures de protection du sol et des eaux souterraines... ;
- de compléter les prescriptions applicables au site pour le renforcement du suivi de l'étanchéité des sols et des rétentions où sont susceptibles d'être utilisées, manipulées, stockées des substances dangereuses et intégrées au périmètre IED du site ;
- de compléter le programme de surveillance des eaux souterraines en ajoutant les paramètres identifiés dans les préconisations issues du rapport de base ;
- de mettre à jour les VLE et le programme de surveillance (fréquences d'analyse...) des paramètres rejetés en sortie de STEP interne pour les effluents résiduels industriels ;

Le projet d'APC va faire l'objet d'une procédure contradictoire auprès de l'exploitant pour une durée de 15 jours. Les observations de l'exploitant seront étudiées par l'inspection et, le cas échéant, intégrées dans le projet d'APC joint au présent rapport.

	Vérifié	Validé et approuvé
L'inspecteur de l'environnement	Fonctionnelle eau du SEI	
		
Eric LAMBOI	Marina KAMA	Céline FANZY